



Holding

Communication

Médiapart
 A l'attention de Monsieur Edwy Plenel
 Directeur de la publication de Médiapart
 127 avenue Ledru-Rollin
 75011 Paris
 France

Objet : Journée « Total » de Médiapart organisée à la Cité Fertile de Pantin le 28 janvier 2023

Lettre recommandée avec Accusé/Réception

Paris la Défense, le 25/01/2023

Monsieur,

Dans la perspective de la Journée « Total » que votre journal organise à la Cité Fertile de Pantin le 28 janvier prochain, TotalEnergies vous a indiqué ne pas souhaiter participer aux tables rondes car elle estime que la présentation des thématiques choisies n'encourage en rien l'installation d'un débat serein et contradictoire mais relève plutôt du tribunal médiatique que votre journal se plaît régulièrement à convoquer lorsqu'il s'agit d'évoquer les activités de TotalEnergies.

Ouverte par principe au dialogue et à la transparence, TotalEnergies s'attache toujours à apporter la contradiction aux allégations non fondées et aux faits non vérifiés mais n'entend pas cette fois jouer le rôle de bouc émissaire face à une assemblée dont le dénigrement de TotalEnergies est le fonds de commerce.

Nous souhaitons par conséquent vous mettre en garde à propos de toutes accusations à caractère diffamatoire qui pourraient être tenues par les participants à l'occasion de cette journée de « débats » et pour lesquelles TotalEnergies ne s'interdira pas de réserver des suites judiciaires.

Nous souhaitons en particulier attirer votre attention sur les allégations nombreuses auxquelles la présence de TotalEnergies en Russie a donné lieu en 2022, culminant dans des accusations de complicité pour crime de guerre relayées par le journal Le Monde et une plainte de deux associations, ces accusations ayant été écartées sans équivoque par le Parquet National Anti-terroriste qui a classé la plainte comme étant manifestement infondée¹.

¹ <https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/droit-reponse-totalenergies-au-journal-monde>
https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/01/16/la-plainte-contre-totalenergies-pour-complicite-de-crimes-de-guerre-en-ukraine-classee-sans-suite_6158112_3224.html

Nous relevons également que le développement par les filiales de TotalEnergies des projets Tilenga et Eacop en Ouganda et Tanzanie, donne régulièrement lieu à l'utilisation de chiffres aussi inflatés qu'imprécis et mensongers, mélangeant allègrement les notions de « population déplacée », « foyers impactés » ou « foyers expropriés ».

Nous vous invitons à retrouver les chiffres et intitulés exacts dans les différents communiqués de presse ou les interventions publiques de TotalEnergies qui ont déjà été communiqués à l'essentiel des intervenants que vous avez conviés dans le cadre des controverses ou procédures qu'ils ont initiées et auxquelles nous avons répondu.

Dans le même ordre d'idées, TotalEnergies rejette toutes les allégations de financement de guerres civiles ou d'utilisation de travail forcé qui sont régulièrement brandies, qui ne correspondent à aucune réalité et pour lesquelles aucune démonstration concrète n'est jamais avancée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Damien Rebourg
Directeur de la Communication

Cc : Basile Ader (Cabinet August et Debouzy)